Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 26 (2019)

Heft: 1: Die Schweiz : eine Kulturtransfergeschichte = La Suisse : une histoire de transferts culturels

Artikel: La Théorie des Trois Mondes en Suisse, ou la pensée maozedong au pays de la défense spirituelle

Autor: Cordoba, Cyril

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-825890

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La Théorie des Trois Mondes en Suisse, ou la *pensée maozedong* au pays de la *défense spirituelle*

Cyril Cordoba

La popularité croissante de l'histoire globale, ou connectée, a contribué à renforcer l'image de la Suisse comme un espace d'échanges transnationaux,[1] et a souligné son rôle de plateforme internationale, notamment pour des mouvements de gauche.[2] La Confédération, au confluent de nombreuses circulations d'idées, a abrité de multiples organisations anti-impérialistes,[3] dont la République populaire de Chine (RPC) a été une inspiration majeure.[4] La diffusion des idées prochinoises dans le monde a elle aussi connu un regain d'intérêt de la part des historiens,[5] et plusieurs études se sont déjà penchées sur la réinterprétation de l'imaginaire maoïste dans des pays du bloc de l'Ouest.[6] Quelques éléments de réflexion ont même été apportés à la connaissance de l'unique parti reconnu par Pékin en Suisse, le *Parti communiste suisse / marxiste-léniniste* (PCS/ml).[7] Mais plutôt que de revenir sur le transfert ou non de certains éléments d'une culture politique chinoise en Suisse, cette contribution propose de se pencher sur l'adoption et l'ajustement au contexte helvétique de la Théorie des Trois Mondes (TTM), un instrument théorique conçu par Pékin pour orienter sa propre politique étrangère à partir de 1974.

Il ne sera donc pas question ici d'un phénomène d'acculturation, lié par exemple aux pratiques militantes, mais de la traduction de conceptions géopolitiques, transmises par un régime marxiste-léniniste et acteur majeur de la guerre froide, à un petit pays neutre et empreint d'anticommunisme.[8] Pour cela, le PCS/ml a dû s'imposer comme l'interlocuteur privilégié de Pékin des années 1960 aux années 1980, et faire preuve d'une fidélité à toute épreuve afin de s'adapter aux radicaux changements de cap opérés par les dirigeants chinois. Avec 300 à 400 sympathisants à son apogée (1972–1976), il est cependant resté une force politique mineure. Il sera soutenu ici que cette marginalité provenait notamment de sa dépendance à Pékin, qui considérait tout écart au dogme comme une preuve d'hostilité et qui en empêchait toute interprétation originale.[9] Pourtant, il sera également démontré que les prochinois helvétiques n'ont retenu que l'aspect le plus saillant de la TTM, c'est-à-dire un antisoviétisme forcené, et en ont considérablement étendu le champ d'application en Suisse.

Il s'agira donc de déterminer comment le PCS/ml a reçu la TTM et comment, en la réduisant puis en l'extrapolant, il en a fait le cœur de sa *Weltanschauung*, en s'isolant complètement du reste de la gauche après un virage radical. Dans un premier temps, en exposant les caractéristiques principales de cette théorie et ses modes de transmission, nous soulignerons l'importance de la conformité au modèle dans l'élaboration d'un discours prochinois en Suisse. Ensuite, en étudiant l'évolution des prises de position du PCS/ml sur deux problématiques distinctes (le nucléaire et l'armée), nous présenterons l'argumentaire développé par les maoïstes pour opérer des revirements spectaculaires tout en se revendiquant de la pureté du *marxisme-léninisme* chinois contre la corruption du *révisionnisme* soviétique. De cette manière, nous chercherons à analyser comment a évolué la ligne politique d'un parti maoïste suisse, entre rigidité et adaptation face à son inspiration de l'autre côté du «rideau de bambou».

Nouveaux et anciens mondes

Le 9 avril 1974, après des années de repli causées par la Révolution culturelle,[10] la RPC a rendu publique lors d'une Assemblée générale de l'ONU sa Théorie des Trois Mondes. Cette stratégie géopolitique, présentée comme une analyse scientifique, édictait les nouveaux principes sur lesquels devait se fonder la politique étrangère chinoise. Dans ce discours, le *Premier Monde*, composé des Etats-Unis et de l'Union soviétique, était dépeint comme la menace principale pour Pékin et donc pour tous les partisans de la paix. Le *Deuxième Monde*, constitué des pays industrialisés d'Europe occidentale, du Japon, de l'Australie et du Canada, était quant à lui appelé par la diplomatie chinoise à s'allier avec le *Troisième Monde* – c'est-à-dire les pays en développement dont faisait partie la Chine – pour défendre la liberté, l'indépendance et l'autonomie des peuples face au danger que représentaient les deux superpuissances. Désormais, la RPC rangeait donc *l'impérialisme* américain et le *social-impérialisme* soviétique dans le même camp, et considérait automatiquement les pays du Tiers-Monde comme des forces progressistes. Ce nouvel outil théorique s'éloignait donc en plusieurs points de l'orthodoxie marxiste.

En effet, la TTM appelait les nations exploitées (Troisième Monde) à s'unir aux nations exploiteuses (Deuxième Monde), et elle attribuait aux acteurs une place dans l'Histoire non plus selon leur position socioéconomique, mais uniquement selon des critères géopolitiques. De plus, la perspective d'une inéluctable révolution socialiste était remplacée dans la conception chinoise par la certitude d'une troisième guerre mondiale causée par le Premier Monde.[11] En vérité, en adoptant cette vision stratégique, Pékin visait surtout à créer un front uni contre l'Union

soviétique, avec qui elle avait rompu depuis le début des années 1960, et qui était même devenue son adversaire principal.[12] En conséquence, après avoir adopté un discours antiaméricain durant la guerre du Vietnam, les militants prochinois ont suivi le virage antisoviétique de Pékin, qui voyait dans la détente un nuage de fumée créé par l'URSS pour renforcer son pouvoir militaire et étendre son territoire.[13]

Pour faire face à l'URSS, la RPC a développé des relations avec des régimes soutenus par les Etats-Unis, tels que l'Iran du shah, le Chili de Pinochet et le Zaïre de Mobutu. Dans les pays occidentaux, les maoïstes ont donc dû savamment adapter leur argumentaire pour défendre la Théorie des Trois Mondes, qui apparaissait comme une trahison. Après la mort de Mao Zedong en 1976 et le lancement de réformes par Deng Xiaoping à partir de 1978, la RPC et la TTM ont définitivement perdu leur prestige et leur crédibilité, ce qui a précipité la disparition du mouvement maoïste. Mais en Suisse, le PCS/ml a été l'une des rares organisations à survivre jusqu'à la fin des années 1980, en s'accrochant à la Théorie des Trois Mondes comme grille de lecture politique.

Si la TTM a bien fleuri pendant quelques années parmi ceux qui se disaient les *amis de la Chine*, on ne peut parler d'un quelconque enracinement dans le terreau helvétique.[14] Son utilisation n'avait en effet rien du processus de resémantisation décrit par Michel Espagne.[15] Bien loin des phénomènes d'acculturation et d'assimilation qui ont permis, sur un temps long, à la médecine chinoise[16] ou aux pratiques bouddhistes[17] de s'intégrer dans le paysage culturel suisse, la relation inégale entre le Parti communiste chinois (PCC) et ses partisans a favorisé une transposition rigide, bien plus qu'à une réinterprétation de la TTM.[18] Pour les *passeurs* de cette théorie politique, il s'agissait donc davantage d'ajuster leurs propres positions politiques à celles de Pékin plutôt que d'adapter la *pensée maozedong* au contexte helvétique.[19]

Le transmetteur fidèle de la voie chinoise

De sa naissance en 1964 jusqu'à sa disparition à la fin des années 1980, le PCS/ml, seul parti maoïste suisse reconnu par Pékin, est toujours resté un fervent et inconditionnel soutien de la RPC. Il a donc été abreuvé de matériel de propagande par *Guozi Shudian* (littéralement *Librairie internationale*, le service d'export de livres de la RPC), ce qui lui permettait de suivre les revirements du pouvoir et de recadrer son discours selon la ligne en vigueur au sommet de l'Etat chinois. Les journaux comme *Peking Rundschau*, les revues illustrées comme *La Chine en construction*, les brochures politiques des éditions en langues étrangères, mais aussi les films documentaires et les opéras révolutionnaires fixaient donc une *doxa*

changeante. Les prochinois étaient tenus de l'accepter et de la relayer afin conserver un certain nombre d'avantages, comme des rabais conséquents sur les imprimés ou un quasi-monopole sur les visas délivrés annuellement par *Lüxingshe* (l'agence de tourisme officielle de la RPC). De fréquents voyages en Chine et d'étroits contacts avec l'ambassade de Berne ont également permis aux maoïstes de maintenir des relations privilégiées avec la diplomatie chinoise, et ainsi de recevoir un soutien matériel et une reconnaissance politique de la part du PCC.

Plusieurs militants avaient même travaillé en tant qu'*experts étrangers* en RPC, afin de contribuer à la traduction du matériel de propagande chinois dans leur langue maternelle.[20] Nourris, logés et rémunérés par Pékin, ceux-ci évitaient soigneusement tout écart à la règle. Leur tâche consistait à corriger des textes qui avaient été traduits littéralement du mandarin par un collègue chinois, et à les soumettre ensuite au contrôle d'un deuxième camarade sinophone. Au final, cinq employés des éditions en langues étrangères (deux étrangers et trois Chinois) passaient ainsi chaque phrase au crible. Ce travail ne laissait donc que très peu de marge de manœuvre aux traducteurs, ce qui apparaissait de façon éclatante dans le langage utilisé par les amis de la Chine en Suisse. Dans son journal *Octobre*, entre deux communications officielles du Comité central du PCC, le PCS/ml reprenait en effet le style stéréotypé et les formules statiques de *Pékin Information*.[21]

Ce langage truffé de superlatifs et de citations avait d'abord été conçu à l'intention des masses paysannes chinoises largement illettrées, dont il était attendu qu'elles apprennent par cœur des slogans simples et évocateurs.[22] Par la répétition de syntagmes figés, accolant par exemple de façon systématique *soviétique* à *révisionniste* ou *social-impérialiste*, l'ambition éducative de la propagande chinoise, reproduite littéralement par les maoïstes, rendait indigeste la lecture de leurs textes. Ce manque d'adaptation était symptomatique de la manière dont le PCS/ml transmettait les positions chinoises, sans égard à l'inadéquation entre les lieux d'émission et de réception du message. Néanmoins, pour sortir en apparence de ce carcan étriqué, les prochinois ont mis en place d'autres médias afin de faire la promotion de la RPC. Mais là aussi, l'orientation et la composition de groupes apparemment indépendants étaient soumises à un droit de regard des Chinois.

Afin de développer en Suisse des sentiments de sympathie en faveur de la RPC et ensuite faire émerger des opinions favorables à sa politique étrangère, les prochinois comptaient principalement sur des associations d'amitié. Celles-ci leur permettaient d'atteindre un large public au-delà de la petite sphère de leurs sympathisants, soit en majorité des étudiants ou des employés du secteur tertiaire. Ainsi, ces *organisations de masse* du *parti d'avant-garde* – c'est-à-dire des groupes officiellement apolitiques, mais contrôlés de fait par un noyau de maoïstes – ont attiré jusqu'à 1500 membres et ont envoyé à leur apogée des centaines de voyageurs en Chine annuellement. Tandis que le parti politique tractait

à la sortie des usines et participait à des manifestations ouvrières, les *Associations suisses d'Amitié avec la Chine* (ASAC) organisaient des conférences, des projections de films, des expositions de photographies ou encore des tournées d'acrobates ouvertes à tous.

Ces activités culturelles permettaient de faire connaître la RPC au-delà du cercle restreint des militants, grâce à des membres aux profils très variés dans les onze plus grandes villes du pays, des jeunes instituteurs aux cadres supérieurs en passant par les retraités. En étroite collaboration avec l'*Association du Peuple chinois pour l'Amitié avec l'Etranger*, l'ASAC était encouragée à agir notamment contre les «activités anti-chinoises de la clique de Tchang-Kai-Chek et du Dalaï-Lama en Suisse».[23] En outre, le PCS/ml exerçait son influence sur d'autres groupes tels que *Suisse-Kampuchéa démocratique* ou *Kämpfendes Afrika*, et il a immanquablement soutenu et relayé le point de vue international de la RPC, en condamnant sévèrement les interventions du Vietnam au Cambodge et de l'URSS en Afghanistan. Son hostilité à l'égard de Moscou est peu à peu devenue la marotte du parti, qui en a fait le cœur de son orientation politique à partir de 1974 en s'enfonçant dans une obsession antibolchevique.

Les maoïstes suisses, plongés dans une véritable paranoïa qui s'est accrue à la suite de l'affaire Jeanmaire,[24] ont fréquemment comparé l'URSS à l'Allemagne des années 1930 pour brandir la menace d'une troisième guerre mondiale dont la RPC aurait été l'unique échappatoire.[25] De plus en plus sectaire, doctrinaire, et donc isolé sur l'échiquier politique, le PCS/ml estimait que toutes les organisations de gauche, qui lui étaient hostiles, faisaient en réalité le jeu de Moscou. Bien qu'appelant toujours à l'édification d'une *Suisse rouge* sous la dictature du prolétariat, il a alors décrété que son ennemi principal n'était plus la bourgeoisie helvétique, mais les prétendus agents de l'URSS qui voulaient miner l'indépendance de la Confédération. Abandonnant ses traditionnelles attaques contre les trotskistes, le PCS/ml s'en est pris à ceux qu'il appelait les *révisionnistes* (*Parti suisse du Travail*, PST), les *socialfascistes* (*Progressive Organisationen*) et les *opportunistes* (*Partito socialista autonomo*).[26] Tous trois ont été caricaturés par *Octobre* sous les traits de chiens de garde d'un chasseur estampillé *URSS*, fusil à la main.[27]

Les marxistes-léninistes du PCS/ml se sont également démarqués des mouvements *spontanéistes* ou *maos*, qu'ils qualifiaient de petits-bourgeois. Bien que partageant de communes références à la *pensée maozedong*, ceux qui étaient aussi appelés les *mao-spontex* se tenaient à distance du néostalinisme chinois et, pour la plupart d'entre eux, de la Théorie des Trois Mondes. Malgré les multiples inimitiés des prochinois, le PST, principal parti communiste suisse historiquement affilié à l'Union soviétique, est resté la cible privilégiée du PCS/ml. Au moment des élections fédérales, les maoïstes ont systématiquement appelé à ne pas lui donner

une seule voix, et ils ont même pour cela encouragé à demi-mot à voter pour des candidats du Parti démocrate-chrétien (PDC) et du Parti radical-démocratique (PRD).[28] En se focalisant sur les mots d'ordre antisoviétiques de la propagande chinoise qu'il a transférés de l'arène internationale vers un contexte régional, le PCS/ml s'est donc complètement marginalisé au sein du paysage politique suisse. Mais sa voix singulière est devenue encore plus inaudible lorsque la TTM a infléchi son discours sur deux problématiques majeures des années 1970 et 1980 en Suisse: le nucléaire et l'armée.

Le Vert et le Rouge

Au début des années 1970, tandis que des revendications antinucléaires gagnaient de l'ampleur en Suisse, particulièrement contre le projet de centrale à Kaiseraugst, le PCS/ml avait d'abord soutenu «la majorité de la population [dans sa] lutte contre la pollution engendrée par le système capitaliste».[29] Mais après avoir introduit la TTM dans sa grille d'analyse, le parti a jugé que toute opposition à l'énergie atomique ne pouvait être que réactionnaire. En adaptant le nouveau point de vue chinois sur le monde à leur cadre national, les maoïstes helvétiques ont brusquement soutenu que les Etats-Unis et l'Union soviétique alimentaient en secret les milieux écologistes naissant en Suisse. Dans le but de monopoliser la maîtrise du nucléaire civil, ceux-ci voulaient, selon le PCS/ml, rendre les petits pays dépendants de leurs ressources en plutonium et en uranium: «Ceux qui ont un intérêt particulier à empêcher la construction de centrales nucléaires en Suisse, ce sont les agents des deux superpuissances, et avant tout les agents du social-impérialisme russe, les révisionnistes du POP-PdT-Poch.»[30] *Octobre* expliquait donc à ses lecteurs que Moscou se cachait derrière toutes les «forces vertes et noires du mouvement antinucléaire».[31]

Pour appuyer cette position, le PCS/ml n'a pas simplement repris le discours des partis bourgeois, mais il a développé un argumentaire se voulant toujours révolutionnaire, et il présentait l'énergie nucléaire comme une ressource à mettre au service de la classe ouvrière. Il se plaçait alors dans la perspective marxiste valorisant le fait «que l'homme domine la technique, que l'homme [soit] au-dessus de la nature et qu'il lutte pour la domination et l'utilisation de toutes les forces naturelles», comme la Chine avait pu le prouver avec de grands travaux d'aménagement de son territoire.[32] Les maoïstes suisses, en se plaçant du côté du prolétariat et donc des forces motrices de l'Histoire, ont dépeint les antinucléaires comme des opposants à la science et à la technique, et donc au progrès.[33] Le PCS/ml assimilait même le recours aux énergies renouvelables à une «haine de l'industrie»,[34] et il s'est donc félicité du rejet par la population des initiatives

antinucléaires de 1979 et de 1984.[35] Dans les années 1980, le parti prochinois, en faisant la promotion de la centrale de Mühleberg,[36] a finalement apporté son soutien au projet de Kaiseraugst, pour «le renforcement de l'économie nationale et de l'indépendance du pays».[37]

Après la catastrophe de Tchernobyl, le PCS/ml n'a pas du tout fléchi sur le nucléaire, et a plutôt profité de l'occasion pour se lancer dans un énième réquisitoire contre l'Union soviétique.[38] Toujours plus en porte-à-faux avec la gauche helvétique et une opinion sensibilisée à la question environnementale, il s'est ensuite opposé aux *Verts*, qui en «prônant la croissance zéro ne donn[aient] pas de perspective aux travailleurs».[39] Le rejet de la cause antinucléaire par le PCS/ml ne signifiait donc pas l'abandon d'une grille de lecture marxiste. Au contraire, en transposant une théorie chinoise au contexte helvétique, il était convaincu de poursuivre la véritable voie du marxisme-léninisme, loin du chemin corrompu emprunté par le révisionnisme soviétique. Dans la même logique, les maoïstes ont apparemment rejoint la position des partis de droite au sujet d'une problématique aiguë pour la gauche radicale depuis les années 1960: le service militaire.

Là aussi, le PCS/ml a procédé à un repositionnement important en intégrant la TTM à son argumentaire et en accusant le PST d'«amollir les sentiments patriotiques de notre peuple et affaiblir la capacité de défense de l'armée [...] pour faire de notre pays une proie facile du socialimpérialisme».[40] En 1968, les maoïstes avaient pourtant décrit l'armée comme «un organisme de coercition et de répression au service de la bourgeoisie et dirigé contre les intérêts du peuple»,[41] et jusqu'en 1973, le parti avait continué à pérorer: «À bas la ‹défense nationale› au service du capital!»[42] Puis, après avoir adopté la TTM, les maoïstes ont rappelé le souvenir du front uni entre le Parti communiste chinois et le Guomindang contre le Japon, pour expliquer qu'en Suisse, face à une imminente invasion venue de l'Est, l'internationalisme prolétarien passait à l'arrière-plan: «Est-ce que cela signifie que nous devons attendre, d'abord faire la révolution et ensuite défendre le pays? [...] C'est du pur crétinisme que de prétendre ne pas lutter parce que le prolétariat n'aurait pas de patrie!»[43] Ils ont alors définitivement apporté leur soutien à la défense nationale, toujours au nom du prolétariat: «Si la bourgeoisie suisse capitulait, et livrait notre pays à l'occupation impérialiste, c'est le peuple qui supporterait le poids principal de la domination impérialiste.»[44]

Rapidement accusé de nationalisme par les autres partis de gauche, le PCS/ml a continué à faire valoir que «la souveraineté de la Suisse [faisait] partie intégrante de la révolution socialiste», tout en affirmant qu'il était de son devoir de lutter contre une possible intégration de la Confédération au Pacte de Varsovie.[45] Pour appuyer cette délicate position, *Octobre* a fait usage de longues et fastidieuses démonstrations dialectiques pour expliquer à ses lecteurs que le soutien à l'armée consistait en une exploitation des contradictions internes du capitalisme.

«Nous devons faire pression sur la bourgeoisie et exiger que l'instruction et l'armement nécessaires de l'armée, la protection de la population civile et les précautions économiques en prévision d'une guerre soient développés de manière renforcée. Cette tâche tactique qui consiste à soutenir et à pousser en avant tout ce qui renforce la lutte pour l'indépendance de la Suisse, tout ce qui renforce la position du prolétariat et du peuple dans cette lutte [...] est nécessaire [pour] mener à la destruction de la bourgeoisie.»[46]

Les maoïstes ont incité le peuple suisse à soutenir l'effort d'une guerre à venir contre l'Union soviétique en rappelant qu'historiquement, les révolutions russe et chinoise avaient été rendues possibles par la Première et la Seconde Guerre mondiale: «Nous n'avons pas peur de la guerre car soit la guerre entraînera la révolution [...] soit la révolution empêchera la guerre.»[47] Pour cela, *Octobre* a même fait la promotion d'exercices militaires[48] et de cours de répétition de l'armée suisse,[49] et il a toujours soutenu l'achat de nouveaux équipements militaires.[50]

Dans les années 1980, le PCS/ml a également fait campagne contre l'introduction d'un service civil,[51] et a appelé à rejeter les initiatives populaires lancées par le *Groupe pour une Suisse sans Armée*.[52] Face au totalitarisme soviétique, le parti a donc joint sa voix à celles de différentes organisations de droite pour assurer que «l'armée suisse [était] un facteur du côté de la démocratie».[53] Mais une fois de plus, ce virage a été appuyé par un argumentaire qui se voulait marxiste, tandis que la Chine félicitait la Confédération pour la construction d'abris antiatomiques.[54]

Conclusion: quelle troisième voie pour le Deuxième Monde?

Avec sa Théorie des Trois Mondes, la RPC décrivait l'Europe comme l'enjeu central des rivalités entre les deux superpuissances, et prophétisait que le Vieux-Continent serait au cœur d'une troisième guerre mondiale. Quant au PCS/ml, il a, en s'alignant sur Pékin, complètement renversé plusieurs de ses positions en très peu de temps. Ainsi, après avoir dénoncé «l'Europe unie des monopoles impérialistes [comme] l'Europe unie de la réaction et de la contre-révolution» au début des années 1970,[55] le parti a ensuite soutenu le renforcement de la Communauté économique européenne, puisque la TTM considérait qu'une Europe forte servirait de rempart contre l'URSS.[56] De même, quelques années après avoir critiqué l'OTAN comme «source permanente de tension» en Europe,[57] le parti a expliqué que le renforcement de son armement permettait en réalité «d'élever la sécurité, la capacité de défense [...] et de réduire le danger [...] d'être soumis aux pressions de l'Union soviétique, attaqués ou mis en déroute par elle».[58] Mais les prochinois n'ont pas seulement appelé la Suisse, en tant que pays du Deuxième Monde, à respecter la vision chinoise dans l'arène internationale, puisqu'ils ont

développé un argumentaire qui étendait son champ d'application à l'intérieur des frontières helvétiques.
Malgré un discours marxisant, la réduction par le PCS/ml de la TTM à une obsession antisoviétique a aligné de fait le parti avec les discours de la droite bourgeoise et d'autres groupes anticommunistes. En se souciant davantage du respect de ce dogme néostalinien chinois que de la cohérence de son propre mouvement, il a certes gardé la confiance de Pékin, mais il s'est détaché de la gauche helvétique. Or, pour beaucoup d'autres partis maoïstes étrangers et organisations maos suisses, non reconnus par la RPC, l'acceptation de la Théorie des Trois Mondes n'a pas été accompagnée d'un tel rigorisme. Ces mouvements ont proposé une vraie réinterprétation de la *pensée maozedong*, aux accents généralement antiautoritaires et donc éloignés des conceptions chinoises, mais en phase avec une Nouvelle Gauche qui avait émergé dans les années 68. Seuls les marxistes-léninistes les plus soucieux de conserver leurs entrées auprès du PCC ont donc versé dans des exercices dialectiques les obligeant à soutenir des positions conservatrices grâce à des arguments révolutionnaires.
En 1987, le PCS/ml est devenu le *Parti pour le Socialisme et la Liberté* (PSL), marquant ainsi son retrait définitif du mouvement communiste international. Cette nouvelle formation, bien qu'acceptant le recours à diverses sources énergétiques, a réitéré son soutien aux centrales nucléaires,[59] et a maintenu son attachement à l'armée et à la défense nationale.[60] Le PSL a finalement été dissout en mai 1989, juste avant que les événements de la place Tian'anmen n'infligent un coup fatal au mouvement d'amitié avec la Chine dans le monde, sauf pour quelques staliniens qui ont trouvé un nouveau modèle dans la Corée du Nord.

Zusammenfassung
Die Drei-Welten-Theorie in der Schweiz oder: das maoistische Denken im Land der geistigen Landesverteidigung

Von 1964 bis 1987 fungierte die Kommunistische Partei der Schweiz / Marxisten-Leninisten (KPS/ML), die einzige von Peking anerkannte maoistische Partei in der Schweiz, als Sprachrohr der Volksrepublik China. Seit 1974 geschah das vor allem durch die Drei-Welten-Theorie, ein von der Volksrepublik verordnetes geopolitisches Analyseraster zur Durchsetzung ihrer neuen Aussenpolitik. Dieser Beitrag fragt danach, weshalb die prochinesischen Kreise in der Schweiz diese Doktrin übernahmen, ob sie an den nationalen Kontext angepasst wurde und wenn ja, auf welche Art. Die KPS/ML war ausgesprochen sowjetfeindlich und sprach sich deshalb dafür aus, die Schweizer Armee zu verstärken und die Atomkraft auszubauen. Beide Vorschläge wurden als Schutzmassnahmen sowohl

gegen den amerikanischen «Imperialismus» als auch gegen den sowjetischen «Sozialimperialismus» dargestellt. Zunächst werden die Übertragungskanäle der chinesischen Propaganda betrachtet, dann wird dargelegt, wie sich die Positionen und Argumente der Partei veränderten. Anhand dessen wird gezeigt, wie ein revolutionärer Diskurs zwischen Treue gegenüber dem chinesischen Modell und Anpassung an die heimischen politischen Bedingungen schwankte und damit letztlich bürgerliche Positionen unterstützte.

(Übersetzung: Bianca Hoenig)

Notes

1 Sandra Bott, Janick Marina Schaufelbuehl, Sacha Zala, *Die internationale Schweiz in der Zeit des Kalten Krieges*, *Itinera* 30 (2011); Luc van Dongen, Stéphanie Roulin et Giles Scott-Smith (éd.), *Transnational Anti-Communism and the Cold War. Agents, Activities, and Networks*, London 2014; Pierre Eichenberger et al., «Beyond Switzerland. Reframing the Swiss Historical Narrative in Light of Transnational History», *traverse* 24/1 (2017), 137–153.

2 Sabine Dullin, Brigitte Studer (dir.), «Communisme transnational», *Monde(s)* 10 (2016); Harald Fischer-Tiné, «The Other Side of Internationalism. Switzerland as a Hub of Militant Anti-Colonialism, c. 1910–1920», in Patricia Purtschert et Harald Fischer-Tiné (éd.), *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, New York 2015, 221–258; Carole Villiger, *Usages de la violence en politique*, Lausanne 2017.

3 Monica Kalt, *Tiersmondismus in der Schweiz der 1960er und 1970er Jahre. Von der Barmherzigkeit zur Solidarität*, Bern 2010; Nuno Pereira, *Anti-impérialisme et nouvelle gauche radicale dans la Suisse des années 68*, Lausanne 2015.

4 Cyril Cordoba, «La Suisse au cœur de la propagation du maoïsme en Occident», in *Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte* 34 (2019) (à paraître).

5 Robert J. Alexander, *Maoism in the Developed World*, Westport 2001; Henning Böke, *Maoismus. China und die Linke – Bilanz und Perspektive*, Stuttgart 2007; Alexander C. Cook (éd.), *Mao's Little Red Book. A Global History*, Cambridge 2014.

6 Sebastian Gehrig, Barbara Mittler et Felix Wemheuer, *Kulturrevolution als Vorbild? Maoismen im deutschsprachigen Raum*, Frankfurt am Main 2008; François Hourmant, *Les Années Mao en France. Avant, pendant et après Mai 68*, Paris 2018; Robeson Taj Frazier, *The East is Black. Cold War China in the Black Radical Imagination*, Durham 2014.

7 Duri Beer, *Die Lebenswelt der Maoistinnen und Maoisten in Zürich. Kognitionen, politisches Engagement und kollektive Identität der KPS/ML 1972–1987*, Berne 2006; Marcel Dreier, «Das kämpfende Afrika: Angola-Solidarität und die ‹Drei-Welten-Theorie› in der Schweiz», in Sebastian Gehrig, Barbara Mittler, Felix Wemheuer (voir note 6), 107–132; Andreas Frei, «Erinnerungen an Mao. Die ‹Drei-Welten-Theorie› und ihre Propagierung in Basel. Ein kritischer Rückblick», in Paul Hugger, Yvonne Boerlin-Brodbeck, Esther Freund (éd.), *China in der Schweiz. Zwei Kulturen im Kontakt*, Zurich 2005, 95–108; Angela Zimmermann, *Maoisten in der Schweiz. Das lange rote Jahrzehnt der KPS/ML im Kontext der schweizerischen Linken*, Zurich 2006.

8 Michel Caillat et al. (éd.), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, Zurich 2009.

9 Cyril Cordoba, Kaixuan Liu, «Unconditional Followers of the PRC? Friendship Associations with China in France and Switzerland (1950s–1980s)», in Janick Schaufelbuehl, Marco Wyss, Valeria Zanier (éd.), *Europe and China in the Cold War. Exchanges Beyond the Bloc Logic and the Sino-Soviet Split*, Leiden 2018, 87–107.

10 Roderick MacFarquhar et Michael Schoenhals, *Mao's Last Revolution*, Cambridge 2006.
11 Kazushi Minami, «Re-examining the end of Mao's revolution. China's changing statecraft and Sino-American relations, 1973–1978», *Cold War History* 16 (2016), 359–375.
12 Sergey Radchenko, «The Sino-Soviet split», in Melcyn P. Leffler, Odd Arne Westad, *The Cambridge History of the Cold War*, vol. 2, Cambridge 2010, 349–372.
13 «L'origine économique de la course du révisionnisme soviétique à l'hégémonie», *Octobre* 96 (mars 1976), 8.
14 Didier Francfort, «Introduction», in Anne Dulphy et al. (éd.), *Les relations culturelles internationales au XXe siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Bruxelles 2010, 203–208.
15 Michel Espagne, «La notion de transfert culturel», *Revue Sciences/Lettres* 1 (2013), 1–8.
16 Lucia Candelise, *La médecine chinoise dans la pratique médicale en France et en Italie, de 1930 à nos jours. Représentations, réception, tentatives d'intégration*, Paris 2008.
17 Peter Lindegger, *40 Jahre Tibeter in der Schweiz*, Rikon 2000.
18 Laurier Turgeon, Deny Delâge et Réal Ouellet, *Transferts culturels et métissages Amérique/Europe. XVIe–XXe siècle*, Paris 1996.
19 Béatrice Joyeux-Prunel, «Les transferts culturels. Un discours de la méthode», *Hypothèses* 6 (2003), 149–162.
20 Anne-Marie Brady, *Making the Foreign Serve China. Managing Foreigners in the People's Republic*, Lanham 2003.
21 Nils Andersson, *Mémoire éclatée. De la décolonisation au déclin de l'Occident*, Lausanne 2016.
22 Fengyuan Ji, *Linguistic Engineering. Language and Politics in Mao's China*, Honolulu 2004.
23 Rapport de la délégation nationale revenue de Chine, novembre 1975, Archives contestataires, 002-CP-SS115-D029.
24 «L'affaire Jeanmaire démasque les révisionnistes», *Octobre* 105 (décembre 1976), 5.
25 «Relations d'amitié Suisse-Chine. Une délégation chinoise d'amitié a visité notre pays», *Octobre* 87 (juin 1975), 12.
26 «Pas une voix au PdT/POP, Poch, Psa!», *Octobre* 139 (octobre 1979), 2.
27 «Les PdT-Poch-Psa soutiennent l'intervention impérialiste de l'URSS en Afghanistan», *Octobre* 145 (avril 1980), 6.
28 «Sur les élections fédérales», *Octobre* 138 (septembre 1979), 5.
29 «Le peuple lutte contre la pollution engendrée par le système capitaliste», *Octobre* 65 (août 1973), 4.
30 «Moratoire de quatre ans dans la construction de toutes les installations atomiques? Une revendication réactionnaire!», *Octobre* 113 (août 1977), 1.
31 «Initiative atomique: NON!», *Octobre* 131 (février 1979), 2.
32 «La jeunesse ne se laisse pas atteler au char des opposants aux centrales nucléaires», *Octobre* 116 (novembre 1977), 6.
33 «La discussion objective sur l'utilisation de l'énergie nucléaire démasque les révisionnistes», *Octobre* 12 (septembre 1978), 12.
34 «Le peuple suisse défend avec succès l'utilisation de l'énergie nucléaire», *Octobre* 132 (mars 1979), 1.
35 «Un plébiscite pour l'énergie nucléaire», *Octobre* 200 (novembre 1984), 3.
36 «Une visite de la centrale nucléaire de Mühleberg», *Octobre* 134 (mai 1979), 12.
37 «Oui à la centrale nucléaire de Kaiseraugst», *Octobre* 145 (avril 1980), 11.
38 «Tchernobyl: régime soviétique irresponsable», *Octobre* 219 (juin 1986), 5.
39 «Initiative anti-atomique: Non. Initiative énergétique: Non», *Octobre* 198 (septembre 1984), 1–2.
40 «La politique militaire du PdT est une trahison de la patrie», *Octobre* 137 (août 1979), 8.
41 «L'armée suisse: un instrument de répression anti-populaire», *Octobre* 28 (novembre/décembre 1968), 2.
42 «Soldats, unissons-nous, l'unité fait la force», *Octobre* 62 (mai 1973), 6.

43 «Renforcer le peuple dans l'armée», *Octobre* 83 (février 1975), 2.
44 «La lutte dans l'armée», *Octobre* 70 (janvier 1974), 3.
45 «La défense de la souveraineté de la Suisse, partie intégrante de la révolution socialiste», *Octobre* 76 (juillet 1974), 4.
46 «Indépendance nationale et armée suisse», *Octobre* 80 (novembre 1974), 5.
47 «Le danger social-impérialiste en Europe», *Octobre* 85 (avril 1975), 5.
48 «Pour une bonne préparation de l'armée à la défense nationale contre les deux superpuissances», *Octobre* 95 (février 1976), 5.
49 «Rapport du CR 76. Prendre au sérieux la menace d'une guerre mondiale», *Octobre* 102 (septembre 1976), 10.
50 «Pour la neutralité armée», *Octobre* 123 (juin 1978), 7.
51 «Pour l'armement du peuple et la défense armée. Non au service civil», *Octobre* 191 (février 1984), 3.
52 «A propos de l'initiative pour l'abolition de l'armée», *Octobre* 208 (juillet 1985), 1.
53 «L'initiative pour abolir l'armée déposée», *Octobre* 224 (novembre 1986), 7.
54 «La protection civile fait partie de la défense totale», *Octobre* 104 (novembre 1976), 10.
55 «Lutter contre le Marché commun c'est lutter contre la bourgeoisie impérialiste», *Octobre* 50 (mai 1972), 4.
56 «Les pays de la CEE renforcent leur position face aux deux superpuissances», *Octobre* 89 (août 1975), 3.
57 «Ce sont les superpuissances qui menacent la paix et la sécurité en Europe!», *Octobre* 67 (octobre 1973), 10.
58 «Décision importante sur la défense nucléaire des pays européens de l'OTAN», *Octobre* 142 (janvier 1981), 1.
59 «Remarques à propos de la politique énergétique», *Liberté et Socialisme* 8 (mai 1988), 6–7.
60 «Après l'accord INF entre les USA et l'URSS», *Liberté et Socialisme* 5 (février 1988), 3.